

APERÇU RÉGIONAL
AFRIQUE



L'ÉTAT DE L'AMBITION CLIMATIQUE

JUIN 2022

Auteurs : Rebecca Carman et Lisa Baumgartner, PNUD

Analyse des données : Kalyan Keo et Ankit Khanal, PNUD

Conception graphique : JT Quirk

Relecture et contributions techniques : Jasmin Blessing, Sire Diallo, Catherine Diam-Valla, Katharina Davis, Cassie Flynn, Tiangoua Kone, Sangji Lee, Anne Marx Lorenzen, Wahida Shah, Alexandra Soezer, Bertrand Tessa et Kimberly Todd, PNUD

Clause de non-responsabilité des Nations Unies

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, ou des États membres des Nations Unies.

À propos de la Climate Promise du PNUD

La Climate Promise du PNUD est la plus grande offre mondiale de soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, représentant 80 pour cent de tous les pays en développement dans le monde – y compris 40 pays les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement, et 14 grands émetteurs – pour améliorer leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'accord mondial de Paris. Mise en œuvre en collaboration avec une grande variété de partenaires, il s'agit de l'offre de soutien la plus complète au monde pour le renforcement des engagements climatiques. Pour en savoir plus, rendez-vous sur climatepromise.undp.org/fr et suivez-nous sur [@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate).

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables au service des personnes et de la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org/fr ou suivez-nous sur [@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr).

Copyright © PNUD 2022. Tous droits réservés. One United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA

Photo de couverture : © PNUD Zimbabwe



Supported by:



based on a decision of the German Bundestag



Government of Iceland
Ministry for Foreign Affairs



+ UNDP's
Core Donors



© Aurélia Rusek | PNUD Burkina Faso

INTRODUCTION

L'Afrique est une région très complexe : dotée d'un capital naturel et d'une biodiversité exceptionnels, elle abrite 1,13 milliard de personnes, un tiers des langues parlées dans le monde, et une culture riche et diversifiée; mais elle est aussi en proie à des conflits et à d'autres crises, qui entravent les activités élémentaires telles que la production alimentaire, le développement économique local et l'accès aux soins de santé. Sur les 46 pays d'Afrique subsaharienne, 32 ont le statut de pays les moins avancés (PMA), six sont des petits États insulaires en développement (PEID) et 33 sont considérés comme des États fragiles. Le niveau de pauvreté dans la région est tombé à 38,9 pour cent en 2018, l'Afrique de l'Ouest enregistrant la plus nette amélioration¹. Malgré de vastes réserves d'eau souterraine, environ 412 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable², tandis que 600 millions d'Africains (48 pour cent de la population du continent) n'ont toujours pas accès à l'électricité³. La recherche d'une réponse durable aux besoins énergétiques croissants est l'un des principaux défis de développement du continent, mais elle est entravée par les capacités limitées des gouvernements locaux. L'urbanisation rapide fait que les villes ne sont pas en mesure de répondre à la demande croissante d'emplois et de logements, d'infrastructures et de services de sécurité adéquats. En outre, dans de nombreux pays, la croissance économique n'a pas profité aux plus pauvres, et la participation des femmes à la prise de décision reste très faible. Un nombre croissant de jeunes n'ont ni compétences ni emplois adéquats.

Le changement climatique, les catastrophes naturelles et celles causées par l'homme risquent de réduire à néant les progrès en matière de développement durablement

acquis au fil des années. Globalement, la région n'est responsable que de 7,2 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), dont environ un quart (1,8 pour cent) provient du Nigéria et de l'Afrique du Sud⁴. Néanmoins, l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par les effets néfastes du changement climatique⁵. La vulnérabilité de l'Afrique s'explique par diverses raisons, dont le manque de diversification économique, la faible diffusion des technologies et des informations pertinentes pour soutenir l'adaptation, et la forte dépendance des moyens d'existence vis-à-vis des agroécosystèmes (environ 70 pour cent de la population en Afrique est constituée de petits agriculteurs⁶), ce qui a entraîné une faible capacité d'adaptation des systèmes de moyens d'existence. Parmi les principaux impacts prévus, citons la perte de biodiversité, les pénuries d'eau, la baisse de la production alimentaire, les pertes en vies humaines et la réduction de la croissance économique⁷. Dotée d'importantes ressources en énergies renouvelables, l'Afrique pourrait satisfaire près d'un quart de ses besoins énergétiques grâce à des énergies renouvelables locales et propres d'ici 2030⁸. Les énergies renouvelables modernes, qui représentent 310 gigawatts (GW), pourraient fournir la moitié de la capacité totale de production d'électricité du continent – ce qui correspond à une multiplication par sept de la capacité disponible en 2017, qui s'élevait à 42 GW⁹.

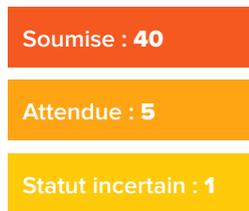
L'analyse ci-dessous fournit une perspective régionale qui complète et actualise les informations du rapport « Perspectives mondiales 2021 sur les CDN » du PNUD : *L'état de l'ambition climatique*, publié en octobre 2021 (en anglais).

STATUT DE SOUMISSION DES CDN

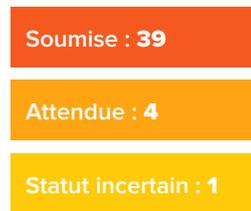
FIGURE 1

Statut de soumission des CDN en Afrique, au 15 juin 2022

Tous les pays d'Afrique (n=46)



Pays d'Afrique couverts par la Climate Promise (n=44)



Sur les 46 pays de la région, 44 (96 pour cent)¹⁰ ont reçu un soutien par le biais de la Climate Promise du PNUD pour préparer des CDN de deuxième génération. Parmi eux, 39 (89 pour cent) avaient soumis des CDN de deuxième génération au 15 juin 2022 (en tenant compte des CDN provisoires du **Togo** et de l'**Ouganda**) (figure 1). Quatre pays couverts par la Climate Promise (le **Botswana**, la **Guinée équatoriale**, le **Lesotho** et **Madagascar**) prévoient de soumettre des CDN mises à jour avant la COP27, tandis que la situation du **Gabon** reste incertaine. L'**Angola** prévoit également de réviser à nouveau la CDN qu'il a soumise.

AMBITION PROJÉTÉE DANS LES CDN

L'ensemble des 44 pays soutenus dans le cadre de la Climate Promise ont, ou vont, renforcer le volet adaptation de leur CDN – une priorité évidente et essentielle compte tenu du contexte régional et de leur profil de vulnérabilité (figure 2). Dans le même temps, 91 pour cent des pays couverts par la Climate Promise augmentent également leurs ambitions en matière d'atténuation, malgré une

contribution aux émissions mondiales de GES insignifiante au niveau régional – y compris pour les deux plus gros émetteurs de la région (Afrique du Sud et Nigéria). Parmi les deux pays de la région qui ne bénéficient pas du soutien de la Climate Promise, l'un d'entre eux relève ses ambitions, tandis que les intentions de l'autre ne sont pas claires pour l'instant.

FIGURE 2

Intentions de renforcement des ambitions en matière d'atténuation et d'adaptation des CDN en Afrique

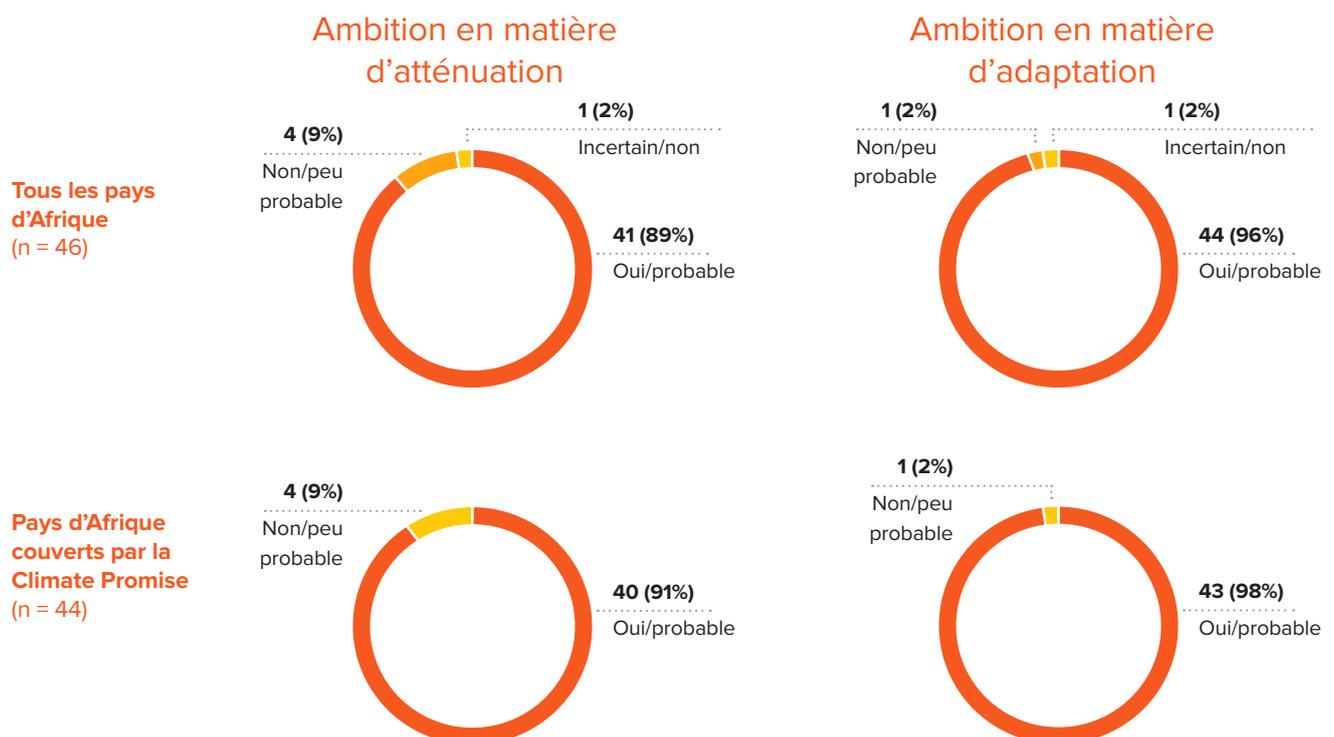


FIGURE 3

Moyens d'atténuation et d'adaptation pour les pays couverts par la Climate Promise en Afrique

Moyens d'atténuation

- 34 (89%) Augmenter les objectifs de réduction des émissions de GES
- 34 (89%) Ajouter de nouveaux secteurs d'atténuation ou élargir la portée dans les secteurs actuels
- 30 (79%) Augmenter la portée des objectifs d'atténuation inconditionnels
- 21 (55%) Couvrir tous les GES ou inclure de nouveaux GES, y compris les SLCP

Moyens d'adaptation

- 36 (95%) Alignement sur le PNA ou d'autres processus ou instruments de planification de l'adaptation
- 35 (92%) Augmenter la couverture ou la portée sectorielle de l'adaptation dans les secteurs actuels
- 35 (92%) Inclure des objectifs clairs en matière d'adaptation conformément à l'Accord de Paris, notamment sous la forme de communications sur l'adaptation
- 16 (42%) Inclure des objectifs quantitatifs ou qualitatifs et des dispositions pour un système de suivi et d'évaluation

La grande majorité (89 pour cent) des pays africains soutenus dans le cadre de la Climate Promise augmentent leurs **ambitions en matière d'atténuation**, soit en renforçant les objectifs de réduction des émissions, soit/ ou en ajoutant de nouveaux secteurs d'atténuation ou en élargissant le champ d'action des secteurs figurant dans les CDN initiales (figure 3). Il est intéressant de noter que 79 pour cent d'entre eux ont également augmenté la portée de leurs objectifs d'atténuation *inconditionnels*, signifiant ainsi leur intention de consacrer des fonds propres à la lutte contre le changement climatique.

La mesure la plus courante (95 pour cent) choisie par les pays soutenus par la Climate Promise pour améliorer l'adaptation est de renforcer l'alignement de la CDN sur les plans nationaux d'adaptation (PNA) ou d'autres processus et instruments de planification de l'adaptation. Une grande majorité de pays (92 pour cent) a élargi le champ d'application sectoriel existant ou ajouté des secteurs pour l'adaptation, et 92 pour cent des pays ont également défini des objectifs et/ou des cibles d'adaptation plus clairs.



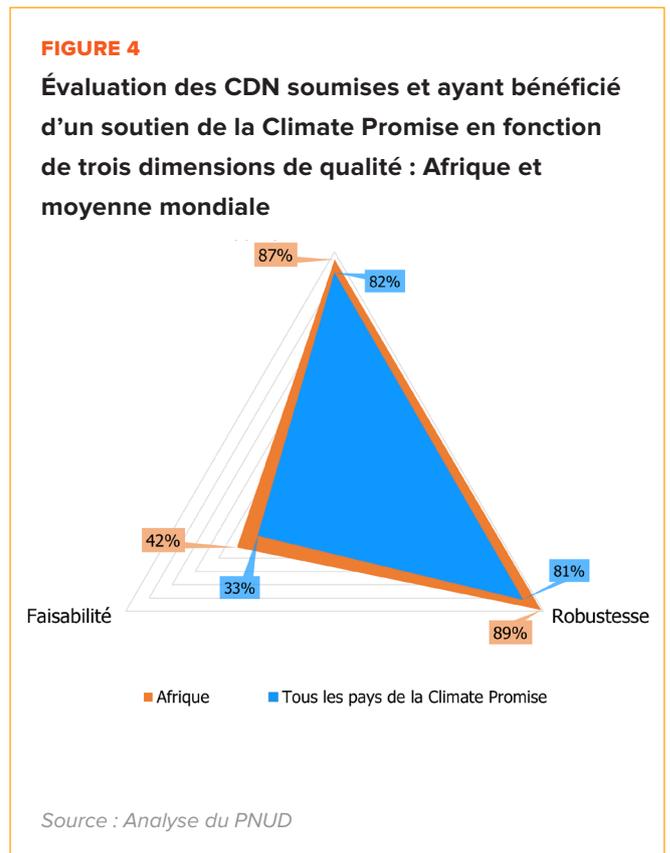
L'ÉLARGISSEMENT DE LA COUVERTURE SECTORIELLE REHAUSSE LES AMBITIONS

La République centrafricaine a renforcé ses ambitions en matière d'atténuation dans sa CDN actualisée soumise en janvier 2022 – en s'engageant à atteindre des objectifs inconditionnels de réduction des GES de 9,03 pour cent d'ici 2025 et de 11,82 pour cent d'ici 2030 et des objectifs conditionnels de 14,64 pour cent d'ici 2025 et de 24,28 pour cent d'ici 2030 par rapport au statu quo (BAU). Ce chiffre est à comparer aux 5 pour cent seulement de la CDN initiale. Pour ce faire, la nouvelle CDN a élargi sa couverture pour inclure les secteurs du transport, de l'exploitation minière, de l'occupation des sols et du logement, ainsi que les polluants climatiques à courte durée de vie, notamment les hydrofluorocarbones. Le processus de formulation de la CDN a également été mené de manière plus inclusive, avec une attention particulière accordée à l'intégration de la dimension de genre dans toutes les activités. La qualité des données a été améliorée et la planification de l'adaptation a été rendue plus solide grâce à des mesures basées sur des objectifs ciblés qui sont cohérents avec les objectifs sectoriels et alignés sur le Plan National d'Adaptation (PNA) du pays. Le soutien de la Climate Promise du PNUD a aidé le gouvernement à améliorer la qualité de la CDN et à identifier les possibilités de renforcer les ambitions. Il s'agissait notamment de soutenir l'évaluation des coûts des activités d'adaptation et d'atténuation, de développer une feuille de route pour la mise en œuvre de la CDN et une stratégie nationale de mobilisation des ressources, d'établir un système MNV et d'évaluer les besoins en capacités institutionnelles des personnes impliquées dans la mise en œuvre de la CDN. Une stratégie de communication sur la CDN et des outils connexes ont été élaborés pour soutenir la sensibilisation, la mobilisation et l'engagement de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de la CDN, en particulier les jeunes, les femmes et les peuples autochtones.

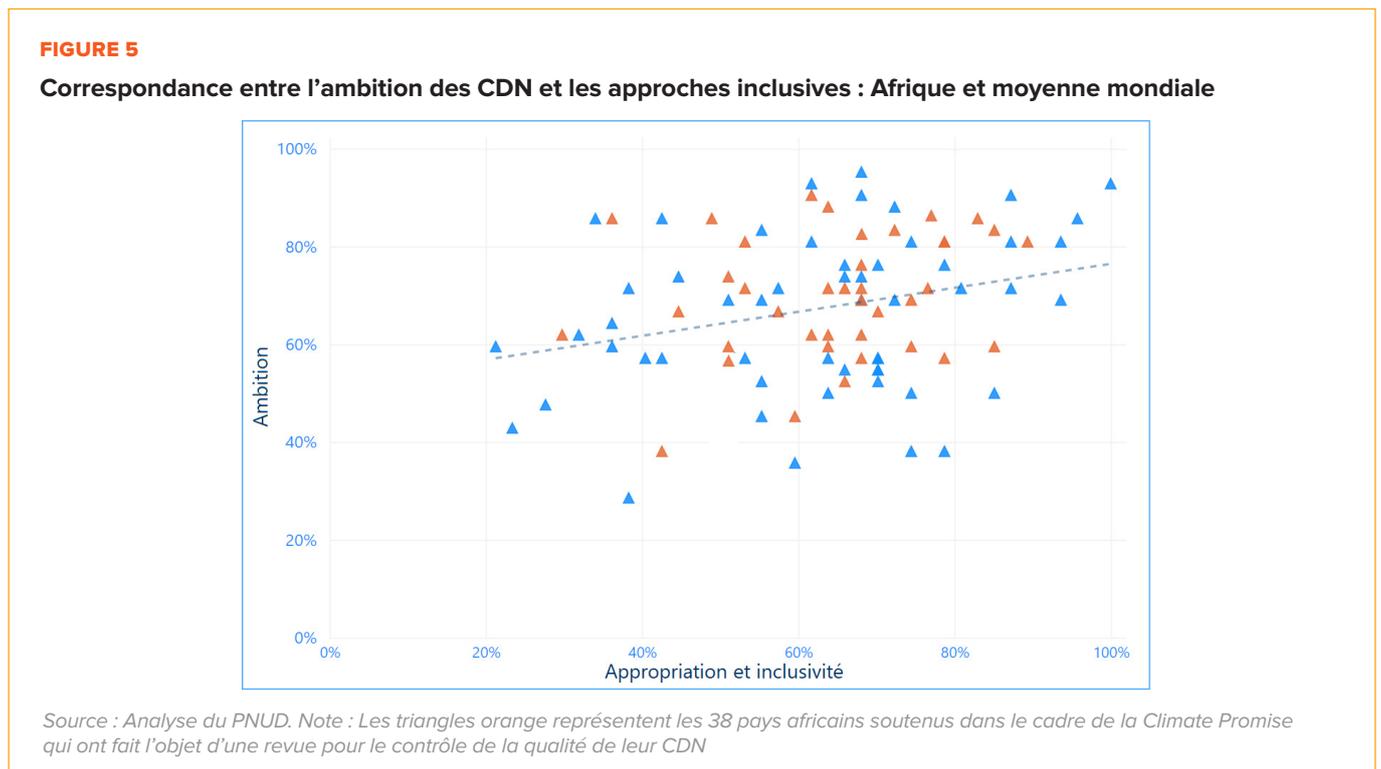
La qualité d'une CDN est sans doute aussi importante que son ambition. Les CDN de meilleure qualité ont plus de chances de mener à une mise en œuvre fructueuse et démontrent l'intention du gouvernement de se porter garant de la transformation des promesses en actions. Dans le cadre de la Climate Promise, le PNUD a élaboré une liste de vérification pour l'assurance qualité qui permet aux gouvernements et/ou à d'autres experts d'examiner systématiquement les possibilités d'améliorer la qualité des CDN en fonction de trois dimensions : i) robustesse, ii) faisabilité, et iii) appropriation et inclusion. À l'aide de cette liste de contrôle, le PNUD a entrepris une analyse approfondie des CDN de deuxième génération soumises par les pays soutenus par la Climate Promise, en attribuant une note aux CDN en fonction du nombre de critères remplis¹¹.

Par rapport à la moyenne mondiale, la région Afrique a obtenu des résultats plus élevés pour les trois dimensions précitées (figure 4). Une grande majorité (89 pour cent) des CDN soumises par des pays africains sont solides et font preuve d'appropriation et d'inclusion (87 pour cent). Bien que les CDN aient obtenu un score plus faible en matière de faisabilité de la mise en œuvre (42 pour cent), celui-ci était tout de même plus élevé que la moyenne mondiale (33 pour cent) – une qualité qui, espérons-le, sera reconnue par les bailleurs.

Il existe également une corrélation positive entre le niveau d'ambition des CDN en Afrique et l'étendue des efforts



d'inclusion au cours du processus de révision – ce qui correspond aux résultats à l'échelle mondiale (figure 5). Toutefois, il subsiste une variance qui peut être due à des circonstances et des contextes nationaux différents, mais aussi à d'autres facteurs qui influent sur l'ambition (par exemple, la volonté politique).



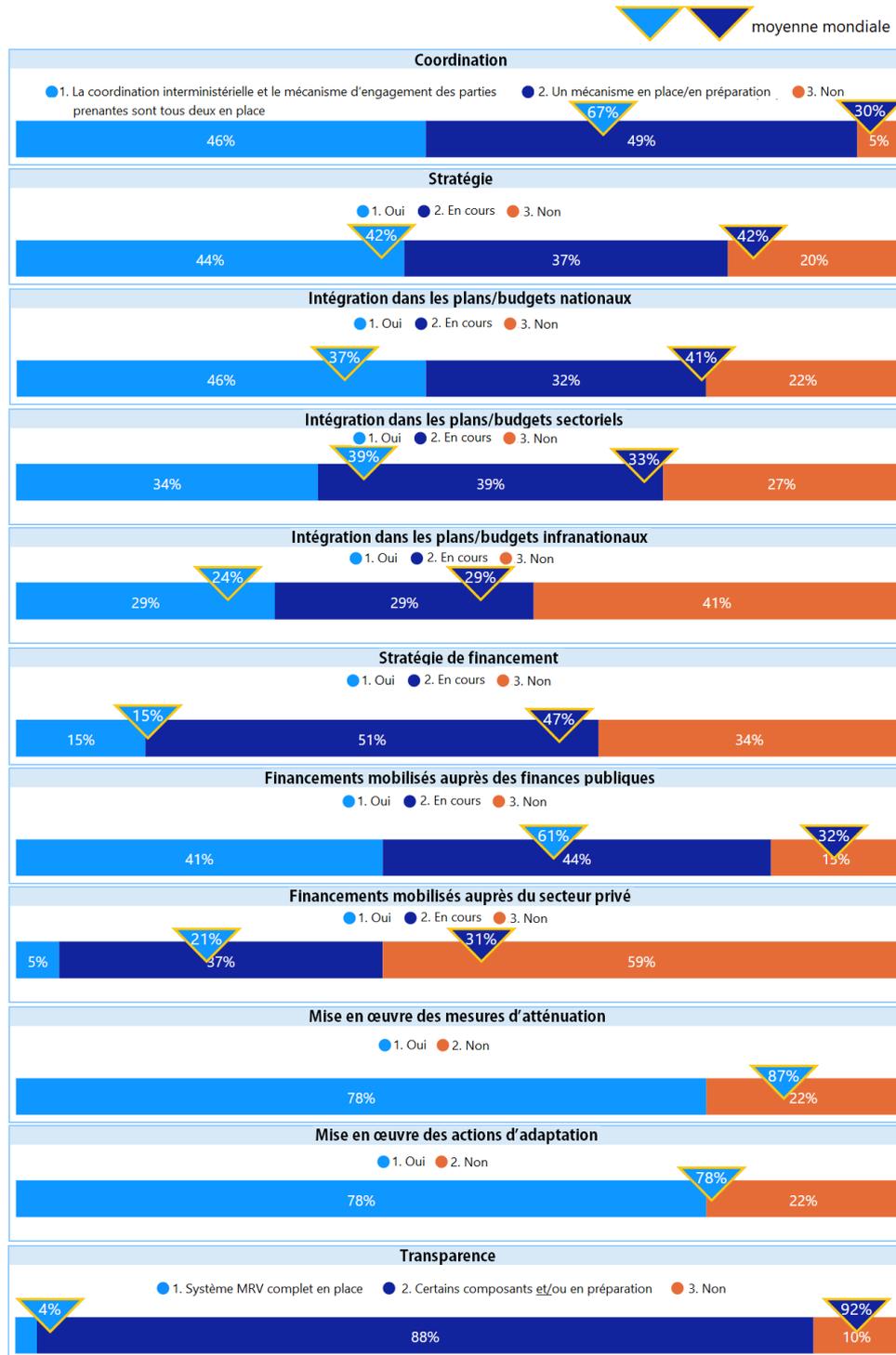
PRÉPARATION À LA MISE EN ŒUVRE DES CDN

En 2019, le PNUD a défini et commencé à appliquer sept « éléments constitutifs » pour une mise en œuvre efficace des CDN, qui sont basés sur l'expérience du PNUD et les enseignements tirés du soutien apporté

aux pays tout au long du cycle des CDN¹². La figure 6 compare les progrès réalisés en Afrique par rapport à la moyenne mondiale (triangles).

FIGURE 6

Progrès des systèmes clés et de l'architecture des CDN : Afrique et moyenne mondiale



Source : Analyse du PNUD. n = 39 pour les réponses provenant de pays d'Afrique. Les moyennes mondiales sont indiquées dans les triangles.



Les progrès régionaux dans la mise en place des « éléments constitutifs » fondamentaux de la mise en œuvre des CDN présentent des écarts tant positifs que négatifs par rapport aux résultats globaux agrégés communiqués par 122 pays.

- En termes de **mécanismes clés de coordination et d'engagement**, 46 pour cent des pays de la région déclarent les avoir mis en place contre 67 pour cent au niveau mondial, mais 44 pour cent des pays de la région ont mis en place **des stratégies de mise en œuvre des CDN**, contre 42 pour cent au niveau mondial.
- En ce qui concerne l'**intégration**, les pays africains sont largement en avance sur la moyenne mondiale – 46 pour cent d'entre eux ayant intégré les CDN dans les plans et budgets nationaux (contre 37 pour cent au niveau mondial), 34 pour cent dans les plans et budgets sectoriels (contre 39 pour cent au niveau mondial) et 29 pour cent dans les plans et budgets infranationaux (contre 24 pour cent au niveau mondial).
- La région est à la traîne par rapport à la moyenne mondiale en ce qui concerne la **mobilisation des financements**, 41 pour cent des pays ayant accès aux financements publics (contre 61 pour cent au niveau mondial) et seulement 5 pour cent ayant accès aux financements privés (contre 21 pour cent au niveau mondial). La région accuse également un léger retard dans la **mise en œuvre des mesures d'atténuation** (78 pour cent contre une moyenne mondiale de 87 pour cent).
- En ce qui concerne la **transparence**, 10 pour cent des pays de la région ont indiqué qu'ils n'avaient pas encore commencé à mettre en place les systèmes MNV (mesure, notification et vérification) essentiels – contre 4 pour cent au niveau mondial – mais la majorité d'entre eux ont entamé ce travail important. Il est par ailleurs nécessaire de renforcer les données concernant les activités, car un certain nombre de

pays africains fondent leurs CDN sur des inventaires des GES qui n'ont pas été mis à jour récemment, notamment en s'appuyant sur des facteurs d'émission et des données par défaut.

Besoins de soutien identifiés par les pays soutenus par la Climate Promise en Afrique

Les résultats de l'enquête sur la mise en œuvre des CDN sont fortement alignés sur les besoins de soutien futurs identifiés par les pays couverts par la Climate Promise en Afrique¹³. Près de la moitié (43 pour cent) ont indiqué qu'ils avaient besoin d'un soutien futur pour financer la mise en œuvre des CDN. Pour la plupart d'entre eux, il s'agissait de mobiliser des financements, certains ayant précisé qu'ils soutenaient la transformation des objectifs des CDN en projets bancables (par exemple, le **Burundi**), tandis que d'autres cherchaient à créer des fonds climatiques nationaux pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de projets (par exemple, la **Côte d'Ivoire**). Les pays africains ont également privilégié le renforcement de la coordination institutionnelle et de l'engagement des parties prenantes (32 pour cent) et la transparence (11 pour cent) comme deux domaines prioritaires à soutenir. Par exemple, le **Malawi** a souligné la nécessité d'accroître la sensibilisation et le profilage de la CDN au niveau des districts et des communautés, tandis que le **Tchad** a besoin d'une structure de coordination de la CDN pour sa mise en œuvre. Au Zimbabwe et en **Afrique du Sud**, l'accent est davantage mis sur la nécessité d'engager et de renforcer les capacités du secteur privé, des femmes et des jeunes. Parallèlement, de nombreux pays indiquent qu'ils ont besoin de soutien pour rendre leurs systèmes MNV opérationnels. Cela comprend le renforcement des capacités humaines pour faire fonctionner le système (par exemple, au **Malawi**), le renforcement de la gestion des données (par exemple, au **Botswana**) et, dans certains cas, le développement du système MNV (par exemple, en **Guinée**). De manière générale, la région Afrique dans son ensemble doit également améliorer la qualité des données d'inventaire des GES.

Cabo Verde

RENFORCER LA PRIORITÉ ACCORDÉE AU GENRE

La première CDN du Cabo Verde ne tenait pas compte des dimensions de genre. La CDN mise à jour reconnaît les groupes vulnérables et note que les liens entre le genre, les politiques et la planification climatiques n'ont pas été institutionnalisés au Cabo Verde. Néanmoins, la CDN indique que des stratégies inclusives et sensibles au genre sont nécessaires pour renforcer la capacité d'adaptation et que l'autonomisation économique des femmes est essentielle pour progresser en matière d'égalité de genre. La CDN souligne qu'un Plan National d'Adaptation (PNA) établira systématiquement un lien entre les groupes vulnérables, le genre et le climat. Parallèlement, la CDN s'engage à créer une plateforme solide pour l'autonomisation climatique sensible au genre et identifie à son tour des objectifs et des mesures sensibles au genre tant pour l'adaptation (agriculture, océans et zones côtières, et réduction des risques de catastrophe) que pour l'atténuation (énergie et agriculture, foresterie et utilisation des terres). La Climate Promise du PNUD a contribué à faciliter ces aspects d'inclusion en soutenant le développement d'une Analyse sectorielle de genre et d'un Plan d'action sur le changement climatique et le genre. En conséquence, l'Institut caboverdien pour l'égalité et l'équité de genre est désormais une institution partenaire pour la mise en œuvre de la CDN. Une étude sur les impacts socio-économiques des objectifs et des mesures de la CDN a également été soutenue et utilisée au cours du processus de révision de la CDN.

POINTS FORTS DU SOUTIEN APPORTÉ PAR LA CLIMATE PROMISE À CE JOUR

Finance et investissement

Dans toute l'Afrique, une vingtaine de pays élaborent des stratégies de financement ou des plans d'investissement. Conscients de l'importance de la mobilisation des ressources du secteur privé pour financer la mise en œuvre des CDN, six pays prennent des mesures pour renforcer la participation du secteur privé. En **Sierra Leone**, des ateliers ont été organisés au niveau local avec le secteur privé, notamment les acteurs des sociétés minières et d'exploitation forestière. Cinq ateliers ont eu lieu dans différentes régions du pays et ont été co-organisés par l'Agence de protection de l'environnement de la Sierra Leone et le PNUD. Ce dialogue local visait à obtenir le soutien et à renforcer l'appropriation de la CDN par les entreprises du secteur privé et les principaux consommateurs d'énergie. Au **Gabon**, une étude a été entreprise pour évaluer les coûts et les opportunités dans les secteurs du bois, du pétrole et des mines, en consultation avec le secteur privé. L'étude visait à examiner l'alignement des politiques sectorielles pour la mise en œuvre de la CDN et l'analyse économique des avantages à considérer lors de l'intégration du changement climatique dans les politiques et programmes de développement sectoriel.

Transparence

Quinze pays sont en train de construire et de mettre à jour des systèmes MNV, dont 10 ont entrepris des actions pour renforcer les dimensions de genre dans le système, telles que l'intégration d'indicateurs sensibles au genre. En **Ouganda**, un outil MNV intégré comprend des données ventilées par sexe et des indicateurs de genre en plus du suivi des actions clés d'adaptation et d'atténuation et des flux de financement climatique.

Intégrer et aligner les CDN sur les agendas de développement et les ODD

Environ 11 pays bénéficient d'un soutien pour prendre des mesures visant à intégrer les objectifs des CDN et l'action climatique dans les plans de développement nationaux, sous-nationaux ou sectoriels. Reconnaisant les liens inhérents entre les CDN et les ODD, 13 pays prennent des mesures pour aligner ces processus de mise en œuvre, étant entendu qu'un tel alignement accélérera les progrès dans le cadre des deux accords. En **Tanzanie**, une réunion technique multisectorielle et multipartite a été organisée

pour aligner la CDN sur les ODD en utilisant l'outil [SDG Climate Action Nexus \(SCAN\)](#) (en anglais). La formation a été dispensée par une équipe technique du PNUD, avec le soutien des développeurs de l'outil, qui ont fourni un accès complet à celui-ci. Les participants couvraient un large éventail de parties prenantes, y compris des représentants de Zanzibar.

Appropriation sociétale et inclusivité

Dans toute l'Afrique, 19 pays ont entrepris une analyse du genre afin de mieux comprendre les cadres juridiques, politiques et institutionnels liés au changement climatique et au genre, d'identifier les lacunes, les obstacles et les contraintes pour l'intégration du genre, et de proposer des actions prioritaires pour faire progresser l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans les CDN. En **Afrique du Sud**, bien que le rapport n'ait pas encore été entièrement validé, le pays a réalisé une Analyse du genre et des institutions complète en octobre 2021. Le rapport fait des recommandations spécifiques pour l'intégration du genre dans la politique de lutte contre le changement climatique, et en particulier dans la mise en œuvre de la CDN. Il souligne la nécessité de renforcer la coordination en formalisant les relations entre le Département des pêches, des forêts et de l'environnement et le mécanisme national pour le genre. Au 15 juin 2022, sur les 39 CDN renforcées soumises par des pays africains soutenus par la Climate Promise, 38 tenaient compte des dimensions de genre.



© PNUD Nigeria



Libéria

MOBILISER LA SOCIÉTÉ

Le soutien de la Climate Promise du PNUD a permis au Libéria de soumettre une CDN actualisée plus ambitieuse en août 2021. Le pays s'engage à réduire, d'ici à 2030, ses émissions globales de GES de 64 pour cent par rapport aux niveaux prévus dans le cadre du scénario de référence. Il s'agit d'une réduction inconditionnelle des GES de 10 pour cent par rapport au scénario de référence, ce qui se traduirait par un niveau d'émissions absolu de 11187 Gg CO₂e en 2030, et d'une réduction supplémentaire de 54 pour cent conditionnée à un soutien international, qui se traduirait par un niveau d'émissions absolu de 4537 Gg CO₂e en 2030. La CDN a été révisée grâce à des processus d'engagement inclusifs des parties prenantes, basés sur une approche participative de l'ensemble du gouvernement et de la société, incluant des dialogues avec les jeunes, les femmes et le secteur privé. Le Libéria a également adopté un système d'examen de la qualité de la CDN pour garantir la qualité et la transparence du processus de révision. La CDN révisée a été validée aux niveaux national et régional avec la participation des autorités locales, des représentants des femmes et des jeunes.

En plus des besoins de soutien identifiés ci-dessus, l'analyse du PNUD fait ressortir les tendances suivantes dans la région :

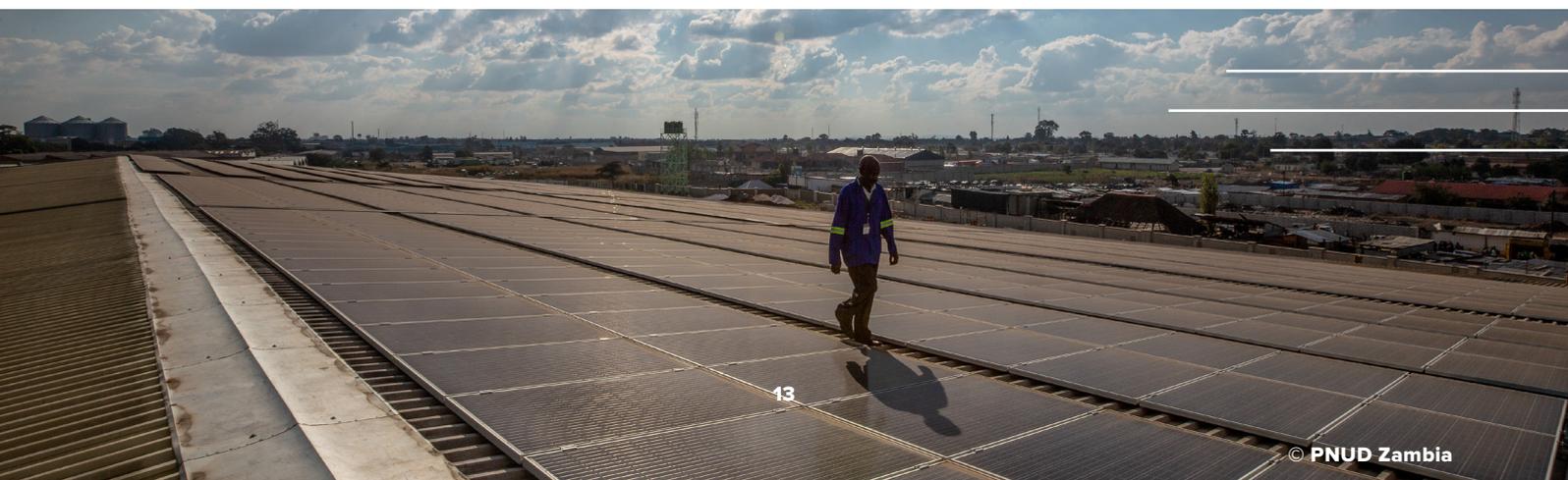
Les emplois verts et la transition juste sont des thèmes émergents qui suscitent un intérêt dans toute l'Afrique. Assurer une transition inclusive et équitable vers des économies à faible émission de carbone est primordial en Afrique, où la pauvreté multidimensionnelle, les disparités en matière d'égalité et le poids des populations jeunes sont omniprésents. Les chefs d'État du Sénégal, du Rwanda, du Nigéria et d'Afrique du Sud expriment clairement la nécessité pour l'Afrique d'être une partie prenante active dans le débat sur la définition de la « transition juste ». Dans la perspective de la COP27 en Égypte, l'idée que le continent se mette d'accord sur une position commune fait son chemin. Reconnaisant que l'action climatique doit bénéficier à l'ensemble de la société et en particulier aux plus vulnérables, le [Nigéria](#) et le [Zimbabwe](#) ont mené des activités liées aux emplois verts et à la transition juste pour élaborer leurs CDN révisées. Le PNUD s'est associé à l'Organisation internationale du travail pour aider les deux pays à renforcer les données quantitatives autour des scénarios de transition juste par le biais d'une [modélisation de l'évaluation des emplois verts](#) (en anglais). Ce travail est maintenant étendu à d'autres pays, comme le **Bénin**, le **Burkina Faso** et le **Mali**, dans le cadre de la deuxième phase de la Climate Promise du PNUD.

Financement climatique et marchés du carbone : l'accès au financement reste un défi majeur et une priorité pour les pays africains, qui ont exprimé des besoins massifs de soutien financier dépassant largement la portée des ressources disponibles des pays, et qui luttent également pour lever les obstacles à l'investissement (réels et perçus). Pour que les pays respectent leurs engagements en matière de lutte contre le changement climatique et augmentent de manière significative la résilience climatique, un financement

à grande échelle est nécessaire, provenant de toutes les sources disponibles, y compris les subventions publiques, les investissements du secteur privé et les approches innovantes telles que les obligations vertes et bleues – ainsi que la mise à profit du rôle clé de la protection des forêts. L'atténuation représente la plus grande part des besoins déclarés liés aux CDN pour la période 2020-2030, principalement pour les transports et l'énergie¹⁴. Dans ce contexte, les pays africains sont de plus en plus demandeurs d'un renforcement de leurs capacités afin d'être en mesure de fournir les incitations financières nécessaires par le biais des approches et mécanismes coopératifs de l'article 6 qui peuvent faciliter les investissements du secteur privé en faveur de l'atténuation du changement climatique. Les pays qui bénéficient du soutien de la Climate Promise pour ce travail sont la **Côte d'Ivoire**, le **Kenya**, le **Libéria**, la **Namibie**, le **Nigéria** et l'**Ouganda**.

L'**hydrogène vert** suscite de l'intérêt en **Afrique de l'Ouest**, comme en témoigne le travail du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO et du Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres pour développer une politique régionale sur l'hydrogène vert. L'objectif est de fournir une feuille de route aux pays d'Afrique de l'Ouest pour qu'ils puissent bénéficier efficacement et directement du marché émergent en exploitant les sources locales d'hydrogène vert.

Appropriation infranationale des CDN : suivant l'exemple donné par des pays comme la **Côte d'Ivoire**, le **Mali** et la **Sierra Leone**, qui ont intégré le niveau local dans leurs CDN, on constate aujourd'hui un mouvement plus important sur le continent, comme au **Bénin** et au **Burkina Faso**, pour un engagement plus systématique des dirigeants aux niveaux urbain, local et infranational envers les objectifs climatiques et les mesures de résilience.



NOTES

- 1 Banque mondiale, 2022 [April 2022 global poverty update from World Bank](#) (en anglais)
- 2 UNICEF, 2022. [L'Afrique doit accélérer considérablement les progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.](#)
- 3 IRENA, 2022. [Scaling Up Renewable Energy Deployment in Africa.](#) (en anglais)
- 4 Sur la base des données 2018 de Climate Watch (CAIT), notamment sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- 5 Fiche d'information régionale du groupe de travail 1 du sixième rapport d'évaluation du GIEC -- Afrique (GIEC, 2021). (en anglais)
- 6 Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), 2017. [Africa Agriculture Status Report: The Business of Smallholder Agriculture in Sub-Saharan Africa](#) (Issue 5). Nairobi, Kenya : AGRA. (en anglais)
- 7 Fiche d'information du groupe de travail 2 du sixième rapport d'évaluation du GIEC -- Afrique (GIEC, 2022). (en anglais)
- 8 IRENA, 2022. [Scaling Up Renewable Energy Deployment in Africa.](#) (en anglais)
- 9 Ibid.
- 10 Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo (République démocratique), Congo (République), Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Eswatini (Swaziland), Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.
- 11 Les résultats mondiaux ont été publiés pour la première fois dans le rapport du PNUD intitulé L'état de l'ambition climatique (2021) avec des données provenant de 67 pays. Ces informations ont été mises à jour pour inclure les données de 96 des 99 CDN soumises (au 15 juin 2022) par les pays soutenus par la Climate Promise. Trois pays ayant soumis des CDN provisoires n'ont pas été inclus dans cette mise à jour. Pour des informations plus détaillées sur la méthodologie utilisée, veuillez vous référer au rapport.
- 12 Une enquête du PNUD sur la préparation à la mise en œuvre des CDN a obtenu 133 réponses de pays en développement en 2019 et 122 réponses en 2021. Les données de 2021 comprenaient les réponses de 39 pays africains soutenus par la Climate Promise.
- 13 Les données proviennent des 85 pour cent de pays africains de la Climate Promise qui ont répondu à une question sur les besoins futurs en matière de soutien dans le cadre du rapport pour le 4ème trimestre 2021.
- 14 [Climate Policy Initiative, 2022. Climate Finance Needs of African Countries](#) (en anglais)





Programme des Nations Unies pour le Développement

1 UN Plaza
New York, NY 10017, USA

climatepromise.undp.org/fr
@UNDPClimate

undp.org/fr
@pnudfr